



Qu'est-ce qui ne va pas avec 3P ?

Le 13 novembre 2023, Météo-France a basculé dans une nouvelle chaîne de prévision automatisée. Service rendu, conditions de travail... tout s'est subitement profondément dégradé. Les personnels et leurs représentants avaient pourtant lancé l'alerte depuis longtemps. L'encadrement intermédiaire aussi. La catastrophe est pourtant pire qu'imaginée et symptomatique d'un problème plus global... Analyse du naufrage stratégique de la direction générale et des tutelles de l'établissement.

Les conséquences d'une bascule trop précoce et mal mise en œuvre

Depuis plusieurs années et encore depuis la bascule, les équipes concernées par 3P travaillent d'arrache-pied. Et pourtant :

– **Depuis la bascule, les produits de prévision se sont largement détériorés.** Il est ainsi courant que les pictogrammes disponibles sur le site internet de Météo-France ou sur l'application mobile soient erronés (neige non prévue, températures au sol erronées de plusieurs degrés, soleil par temps couvert ou inversement, pluies faibles non prévues, fausses alarmes...). Dans plusieurs cas, ces incohérences se sont produites en situations "à enjeux" comme en vigilance orange.

Résultat : de nombreuses réclamations clients, des usagers qui désinstallent l'application, des quolibets sur les réseaux sociaux... Normal : pour l'immense majorité des usagers de Météo-France, les données issues de la chaîne automatisée constituent la seule source d'information. La dégradation de la qualité des données issues de la chaîne automatisée ont également un impact sur les productions qui restent expertisées de bout en bout : les usagers peuvent en effet se retrouver face à des informations estampillées Météo-France contradictoires ! Avec des conséquences sur la prise de décision et la confiance globale envers l'établissement. L'image de Météo-France se dégrade de jour en jour.

Cette détérioration n'est pas due uniquement à la base de données de prévisions automatique ALPHA : des bugs sont présents un peu partout dans la chaîne. Ces problèmes pourraient être tout à fait normaux pour un projet aussi vaste... mais dans une phase de recette !

– **Des conditions de travail se sont dégradées, parfois jusqu'à l'insupportable :** les changements méthodologiques sont fréquents, les consignes ne sont pas adaptées à l'opérationnel ("tâche à réaliser... si vous avez le temps"), les échecs des automatisations produisent une surcharge de travail des prévisionnistes Météo-Conseils (MC) qui se refusent à envoyer des productions manifestement hors sujet, tandis que les chef·fes prévisionnistes régionaux (CPR) se demandent encore quand et comment appréhender ALPHA, proposer des corrections, au sein de leur expertise et de leurs autres tâches. Les prévisionnistes du CNP chargés de la correction de la base automatique doivent jongler avec des outils non aboutis et une méthodologie en chantier... Au quotidien, les collègues prévisionnistes sont tiraillés entre leur conscience professionnelle ou la préservation de leur santé en se détachant du service rendu final. De son côté, l'encadrement intermédiaire reste sous pression et désarmé.

– **La santé est affectée :** le cumul des deux points précédents crée une profonde perte de sens du travail ainsi qu'un stress difficilement supportable pour de nombreux·ses collègues. Les signalements RSST pleuvent et témoignent d'un mal-être profond et inquiétant. Ces remontées ne concernent pas que les services de prévision.

Chronique d'une débâcle annoncée

Dès l'annonce du projet par la Direction Générale de l'époque, au départ prévu sans aucune intervention humaine, les organisations syndicales ont alerté sur les conséquences pour le service rendu à nos usagers au sens large. Une "analyse des risques" a même été produite, pilotée par l'encadrement intermédiaire. Pendant plus de 5 ans, les représentant·es du personnel ont signalé que le projet, piloté essentiellement par les baisses d'effectifs, était dangereux, dogmatique et irréalisable dans les délais et avec les moyens impartis. Les représentant·es du personnel n'ont cessé de dire que sans correction de la base Alpha à la fois au Centre National de Prévision (CNP) et en région, l'établissement allait droit dans le mur...

Hélas, la stratégie n'a pas été reconsidérée. De fait, des outils de correction ont été mis en développement mais bien trop tard, et avec des moyens en effectifs insuffisants. Par ricochet, toutes

les ressources de développement ont donc été transférées sur 3P, mettant les développements sur les autres systèmes (Vigilance, Synopsis et Métronome par exemple) au ralenti, voire en pause, alors que ces outils en ont aussi besoin.

Météo-France paye aujourd'hui les frais d'une décision aberrante de notre ministère de tutelle à laquelle notre direction de l'époque n'avait pas jugé bon d'émettre la moindre réserve : **la planification de réduction des effectifs ingérable avant même d'avoir vérifié qu'une organisation à effectifs réduits était tenable...** Pour l'une des transformations les plus importantes de l'établissement, dont la mise en place devait prendre plusieurs années, comment a-t-on pu prévoir une trajectoire d'effectifs en amont de la transformation sans anticiper de possibles retards dans le processus de développement, ni même l'éventualité que ce qui serait créé pour la première fois puisse ne pas marcher aussi bien que prévu ?



Plusieurs choix conduisent aujourd'hui à une impasse : gestion irresponsable des effectifs, mauvais pilotage du projet 3P dans son ensemble, absence de prise en compte des retours terrain, absence de réflexion sur un réel plan "B" en cas d'impossibilité de basculer avant l'hiver 2023-2024, absence de plan de "retour arrière", communication hors-sol et minimisant les problèmes. Aujourd'hui, ce sont donc les agent·es des services de prévision, de développement, d'étude, du commerce, de la communication, etc., qui alertaient la direction sur ses choix depuis des années en vain, qui doivent, tant bien que mal, assumer et réparer les erreurs stratégiques de la DG.

Un problème de fond : les politiques austéritaires. Invertissons la tendance !



Aujourd'hui, à cause de ces graves fautes du passé, Météo-France est dans une situation de blocage. Pourtant, l'établissement est en grave difficulté, indigne de ce que nos concitoyen·nes sont en droit d'attendre d'un service public comme le nôtre. Pour les prochaines années, chacun·e devra se rappeler la seule responsabilité des décideurs et décideuses de l'établissement, au sein de la direction générale comme de nos tutelles.

Mais il faut redresser la barre. Après la suppression de 1500 postes en 15 ans, il n'y a plus qu'une solution pour espérer revenir à un niveau de service à la hauteur de notre réputation internationale, des besoins de nos concitoyen·nes et de nos usagers : augmenter le nombre d'emplois à Météo-France, sous statut de fonctionnaires, et reconstituer les forces de travail au niveau nécessaire aux missions de l'établissement.

Les augmentations d'effectifs de 2023 et 2024, si elles sont bienvenues, ne sont pas à la hauteur des besoins : à ce rythme, il faudrait entre 15 et 20 ans pour retrouver les effectifs de 2017 !

C'est pourquoi, au-delà de nos revendications d'urgence portant essentiellement sur la préservation de la santé des agent·es avec une amélioration significative des conditions de travail et l'amélioration du service rendu, nous revendiquons également des effectifs supplémentaires suffisants, sous emploi statutaire et en recrutement sur concours :

- Dans le domaine de la prévision, pour permettre la maîtrise des productions, avec la mise en œuvre de l'expertise en région et en centrale jusqu'à moyenne échéance, dans des conditions sereines, mais aussi maintenir le niveau de service spécialisé en aéronautique, marine, montagne...
- En développement et dans les services chargés de la mise en opérationnel, pour poursuivre le travail sur les différents systèmes en développement ou en maintien en conditions opérationnelles et avoir les moyens de reconsidérer les choix techniques et organisationnels de 3P ;
- Dans les services de support informatique et gérant l'infrastructure matérielle et réseau ;
- En climatologie, pour maintenir un haut niveau de compétences et de spécialisation sur ces tâches complexes. ;
- Dans le domaine administratif et dans les services RH pour revenir à un suivi plus proche des agent·es
- En recherche pour rester à la pointe dans les différents domaines, recherche climatique, développement des modèles français, y compris ARPEGE... et permettre les applications en opérationnel ;
- Dans l'observation, pour revenir à un niveau de maintenance à la hauteur de nos engagements internationaux, pour la qualité finale du travail des prévisionnistes et climatologues
- À l'école enfin pour former les nouveaux personnels dans les meilleures conditions possibles

Et cette liste n'est pas exhaustive ! En raison de la baisse drastique des effectifs subie par Météo-France, peu ou prou tous les services ont été touchés et ont besoin d'effectifs supplémentaires. Les organisations syndicales vous invitent à discuter dans les différents services et à évaluer les besoins dans chaque équipe. **Un TROEDTHON** en quelque sorte !